

Déterminants de l'émergence d'initiatives locales de développement régional au Québec : une analyse exploratoire

Myriam Michel, Jean Dubé et Nicolas Devaux

Volume 42, numéro 2, 2019

En l'honneur de la carrière de Mario Polèse

Soumis : 12 mai 2019

Accepté : 16 décembre 2019

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1083619ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1083619ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Canadian Regional Science Association / Association canadienne des sciences régionales

ISSN

0705-4580 (imprimé)

1925-2218 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Michel, M., Dubé, J. & Devaux, N. (2019). Déterminants de l'émergence d'initiatives locales de développement régional au Québec : une analyse exploratoire. *Canadian Journal of Regional Science / Revue canadienne des sciences régionales*, 42(2), 99–112. <https://doi.org/10.7202/1083619ar>

Résumé de l'article

En géographie économique, les déterminants du développement économique favorisent souvent les grandes villes et agglomérations. Pour les plus petites villes, plusieurs études ont souligné l'importance des facteurs endogènes dans le développement et, par extension, le rôle de la territorialité. À ce jour, peu d'études statistiques ont formellement démontré, du moins à grande échelle, le lien qui peut exister entre les facteurs classiques de localisation, le profil démographique et le portrait socio-économique sur la présence et l'émergence d'initiatives locales de développement. Cette étude propose donc de contribuer à réduire cet écart. À partir de données autodéclarées sur la localisation d'initiatives locales au Québec, deux modèles statistiques sont estimés : i) un premier axé sur la présence/absence d'initiatives (régression logistique); et ii) un second basé sur le nombre d'initiatives (régression binomiale négative). Dans les deux cas, les résultats suggèrent qu'il existe une relation positive et significative avec le niveau d'éducation, la structure démographique et la distance à la métropole sur la présence et le nombre d'initiatives locales, alors que l'analyse révèle une relation négative et significative avec le revenu. Les résultats suggèrent que les facteurs locaux influencent l'émergence d'initiatives, tout en soulignant une certaine complémentarité aux logiques des théories classiques de localisation.

DÉTERMINANTS DE L'ÉMERGENCE D'INITIATIVES LOCALES DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL AU QUÉBEC: UNE ANALYSE EXPLORATOIRE

Myriam Michel, Jean Dubé, Nicolas Devaux

Myriam Michel

Graduée à la maîtrise en ATDR
École supérieure d'aménagement
du territoire et de développement
régional (ÉSAD)
Université Laval
2325, rue des Bibliothèques
Québec, Canada, G1V 0A6
myriam.michel.2@ulaval.ca

Jean Dubé,

Professeur agrégé
École supérieure d'aménagement
du territoire et de développement
régional (ÉSAD)
Université Laval
2325, rue des Bibliothèques
Québec, Canada, G5L 3A1
jean.dube@esad.ulaval.ca

Nicolas Devaux,

Professeur adjoint
Département Sociétés, territoires
et développement (DSTD)
Université du Québec à Rimouski
300, Allée des Ursulines
Rimouski, Canada, G1V 0A6
nicolas_devaux@uqar.ca

Soumis: 12 mai 2019

Accepté: 16 décembre 2019

Résumé:

En géographie économique, les déterminants du développement économique favorisent souvent les grandes villes et agglomérations. Pour les plus petites villes, plusieurs études ont souligné l'importance des facteurs endogènes dans le développement et, par extension, le rôle de la territorialité. À ce jour, peu d'études statistiques ont formellement démontré, du moins à grande échelle, le lien qui peut exister entre les facteurs classiques de localisation, le profil démographique et le portrait socio-économique sur la présence et l'émergence d'initiatives locales de développement. Cette étude propose donc de contribuer à réduire cet écart. À partir de données autodéclarées sur la localisation d'initiatives locales au Québec, deux modèles statistiques sont estimés: i) un premier axé sur la présence/absence d'initiatives (régression logistique); et ii) un second basé sur le nombre d'initiatives (régression binomiale négative). Dans les deux cas, les résultats suggèrent qu'il existe une relation positive et significative avec le niveau d'éducation, la structure démographique et la distance à la métropole sur la présence et le nombre d'initiatives locales, alors que l'analyse révèle une relation négative et significative avec le revenu. Les résultats suggèrent que les facteurs locaux influencent l'émergence d'initiatives, tout en soulignant une certaine complémentarité aux logiques des théories classiques de localisation.

Mots clés: Initiatives locales, Développement régional, Analyse statistique exploratoire

Remerciements:

Les auteurs tiennent à remercier Marie-Ève Arbour pour nous avoir donné accès aux informations concernant la localisation des initiatives locales autorapportées et gérées par Visages Régionaux. Cette recherche est largement tributaire de la disponibilité de ces données.

INTRODUCTION

Le clivage entre les grands centres urbains et les régions, souvent qualifiées de périphéries, entraîne son lot de réactions. L'élection de Donald Trump aux États-Unis est largement tributaire d'un appui massif des régions moins peuplées qui se sentent abandonnées (Monnat & Brown, 2017). Le résultat du référendum britannique sur le Brexit a aussi souligné le rôle des places marginalisées dans la décision favorisant une sortie de l'Union européenne par la Grande-Bretagne (Bailoni, 2017). Ces deux exemples ont inspiré le titre d'un récent article qui tente de comprendre pourquoi on assiste à une certaine montée du populisme (Rodriguez-Pose, 2018). Selon l'auteur, les « *places that don't matter* », pour reprendre son expression, s'opposent et se rebellent face au *statu quo*, ou plutôt face aux logiques de localisation du marché, qui les défavorisent depuis de nombreuses années. Cette forme de révolte marque une opposition face à la libéralisation des marchés et à l'ouverture des frontières économiques.

Les politiques de développement régional de type descendantes (*top-down*), qui visent à influencer les décisions de localisation des entreprises, se sont avérées peu efficaces (Partridge et al., 2015) pour infléchir la tendance à la concentration et à la croissance des grandes villes. Pour plusieurs, l'émergence d'initiatives locales et la prise en charge par le milieu constituent des réponses adéquates et intéressantes pour le développement des villes et régions non-métropolitaines (Fontan, 2008; Klein, 2008; Proulx, 2008). En l'absence de dotations locales porteuses de dynamisme économique, une réponse organisée et localement coordonnée peut passer par la construction de ressources territoriales distinctives et des avantages comparatifs (Colletis & Pecqueur, 2004). Le renforcement des distinctions locales a ainsi le double effet de renforcer la structure du territoire, mais également de nourrir le système productif local.

Pour les territoires marginalisés, l'organisation locale est une façon d'éviter de péricliter et constitue une réponse naturelle aux logiques du marché. Conséquemment, cette organisation spatiale des mécanismes de développement territorial n'est pas indépendante des grandes logiques de localisation (Bouchard et al., 2007). Montrer que l'émergence d'initiatives locales conduit à une réponse « organisée », mais négativement corrélée aux facteurs classiques de localisation, constitue une autre façon de montrer que ces paradigmes en développement régional ne sont pas disjoints, mais plutôt fortement liés.

C'est dans ce contexte que le présent article propose d'explorer la relation qui peut exister entre l'émergence d'initiatives locales de développement, les caractéristiques locales, mais aussi les facteurs classiques de localisation des activités et des ménages. Deux modèles statistiques sont développés afin de tester la présence de relations significatives entre, d'une part, la localisation d'initiatives locales de développement, et, d'autre part, les caractéristiques locales. La localisation des initiatives locales de développement est issue d'un répertoire développé par une entreprise de marketing territorial (Visages Régionaux), alors que les données du recensement de 2006 (Statistique Canada) sont utilisées pour définir les caractéristiques locales. Ces caractéristiques sont également bonifiées par des informations sur la liste des différentes infrastructures présentes sur le territoire. L'originalité de l'article tient à la mobilisation d'une approche quantitative dans le but d'étudier les tendances globales de la localisation des initiatives locales, en intégrant à la fois des données spatiales agrégées (recensement) et des micro-données spatiales (initiatives locales). Les conclusions suggèrent que l'apparition et la multiplication d'initiatives locales de développement ne sont pas indépendantes de certaines caractéristiques des municipalités, et que ces caractéristiques sont parfois en opposition avec certains déterminants classiques de la localisation des entreprises privées.

L'article est divisé en cinq sections. Dans un premier temps, une revue de littérature scientifique propose d'arrimer les facteurs classiques de localisation à l'analyse économique territoriale. Les principaux facteurs soulignés dans la littérature sont ensuite utilisés afin de développer un cadre conceptuel inspiré intégrant plusieurs indicateurs et déterminants mesurables. La troisième section présente en détail les données qui sont retenues afin d'effectuer l'analyse empirique. Les résultats sont ensuite présentés dans la quatrième section à partir de deux modèles statistiques : un modèle logistique (présence/absence) et un modèle de régression binomiale négative (nombre d'initiatives par municipalité). Finalement, une conclusion propose une synthèse de la recherche et ouvre sur les implications liées aux analyses statistiques.

REVUE DE LITTÉRATURE

Le développement économique est indubitablement associé à une répartition non homogène des ressources et des populations (Dugas, 2008). Depuis la naissance de la science régionale (Benko, 1998), plusieurs écrits se sont intéressés à expliquer pourquoi certaines régions performant mieux que d'autres en termes de développement/croissance économique (Benko & Lipietz, 1992; Côté et al., 1995). La divergence des trajectoires de développement économique local conduit à augmenter les disparités inter-régionales via les décisions de localisation des agents économiques et via le renforcement des logiques de localisation. Dans un tel contexte, l'espace s'avère un vecteur important d'externalités (positives ou négatives) et introduit une friction génératrice de coûts (Polèse et al., 2015). Les théories classiques soulignent d'ailleurs le rôle de la position géographique afin d'expliquer les différences dans la distribution spatiale des activités économiques (Weber, 1909; Christaller, 1933; Losch, 1944) et des ménages (Alonso, 1964; Muth, 1969; Mills, 1972). La contribution de la concentration spatiale (économies de localisation) dans la croissance locale (Rosenthal & Strange, 2001; Quigley, 1998) a été d'abord été soulignée par Perroux (1955), puis par la nouvelle économie géographique (NEG) (Krugman, 1991). Pourtant, et tel que le notent Polèse et al. (2015), si « l'agglomération [...] prend la forme d'une condition nécessaire au développement, elle n'est pas forcément une condition suffisante (p. 83) ». Or, cette condition nécessaire s'avère souvent un frein pour de petites localités, ce qui désavantage indubitablement certains lieux.

À l'échelle mondiale, les transformations du système de production par la transition d'une économie de l'offre vers une économie de la demande, ainsi que par la décomposition de la filière productive qui en découle (Claval, 2008) invitent à recentrer l'analyse sur les dynamiques locales endogènes. Un nouveau paradigme de développement émerge, situant le *territoire* au centre de l'attention. Comme le suggère Lamara (2009), « le territoire serait donc l'envers de la mondialisation (p. 2) ». Fondamentalement, l'approche territorialiste (constructiviste) se pose en réponse à l'approche (positiviste) classique de la localisation. Contrairement à la région, réceptacle de l'activité, les territoires sont instables et dépendent de l'organisation, coordonnée ou pas, d'acteurs (Glon & Pecqueur, 2006). Le territoire est considéré par certains comme *la* découverte de la science régionale (Samson, 2004 dans Lamara, 2009), faisant émerger des approches disciplinaires variées qui sondent une réalité complexe sans réussir à converger de manière cohérente (Damas, 2007). Pourtant, les deux mondes sont interdépendants : ils coexistent au même titre que le local et le global interagissent.

Historiquement, les travaux ayant introduit la conception territoriale dans l'analyse des systèmes de production se sont largement inspirés de l'intuition marshallienne (Marshall, 1890), initiatrice de l'idée des économies d'agglomération. Que ce soit via les travaux italiens sur les districts industriels (Bagnasco, 1977; Becattini, 1979; Garofoli,

1992), sur les milieux innovateurs (Aydalot, 1986), sur les systèmes productifs locaux (Courlet, 2002) ou encore avec la géographie californienne (Scott, 1988; 1993). La présence de forces économiques localisées, résultat de l'agglomération et de la densification de l'activité, demeure un spectre important de l'approche territoriale.

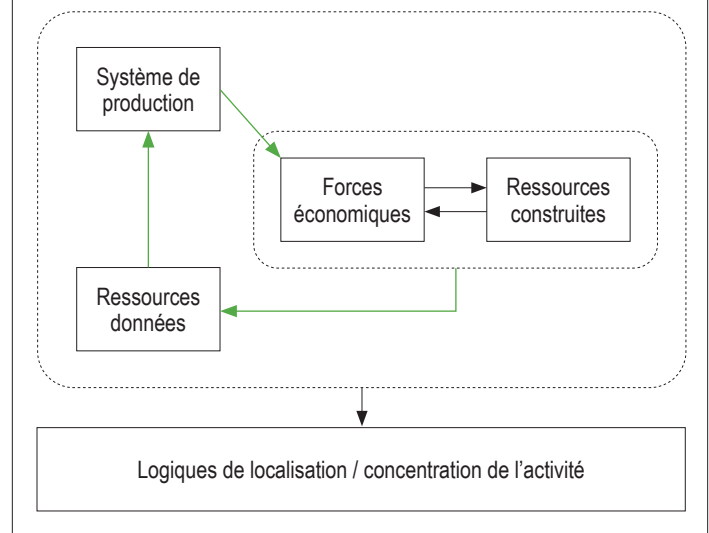
L'économie spatiale considère la région comme un réceptacle géographique immuable et porte son attention à la répartition de ressources (principalement des dotations) entre les agents. Cette distribution est alors considérée comme donnée (fixe) et exogène. Le site attire l'activité en raison de sa dotation en ressources, qui conditionne à son tour le développement (Pecqueur, 2005). L'exploitation/valorisation d'une ressource donnée stimule le système de production qui engendre à son tour des forces économiques.

Par opposition, l'économie territoriale focalise quant à elle son attention sur les processus endogènes structurant les relations entre les acteurs. Cette dualité est soulignée, par certains, comme la différence entre les facteurs locaux et géostructurels (Shearmur & Polèse, 2007). La compétitivité n'est plus seulement acquise par la différenciation spatiale des biens ou des services produits, mais aussi par la mise en valeur et l'exploitation singulière de ressources construites, jugées relatives dans l'espace et évolutives dans le temps (Kébir & Crevoisier, 2004). Une ressource latente, ou potentielle, possède un sens construit dans un contexte territorial particulier. La singularisation territoriale de la ressource permet au territoire d'entrer dans le jeu de la compétitivité et d'atteindre une forme d'autonomie lui permettant de se positionner et de « gérer ses relations avec l'extérieur » (Crevoisier, 2010 : 973).

En d'autres termes, le territoire n'est pas figé (se distingue du site), mais évolue et se légitime par des projets basés sur la mobilisation et la valorisation de ressources de natures variées (matérielles, immatérielles, latentes ou potentielles – Lajarge & Roux, 2007), mais jusqu'ici *dormantes*. Le territoire n'a pas besoin d'une « masse critique », une idée forte dans le rôle des économies d'agglomérations, pour se révéler. Il se construit autour d'initiatives locales d'acteurs coordonnés, transférant un sens et une valeur distincte à la ressource potentielle. Une fois activée et valorisée, la ressource construite renforce l'existence même du territoire et intègre la dynamique de production. Elle devient une ressource alimentant à son tour le système de production. Ainsi, le territoire trouve son origine dans des dynamiques internes (mobilisation et coordination d'acteurs) autour d'intérêts communs et cohérents. À partir de ce moment, « les ressources ne sont plus considérées seulement pour elles-mêmes et pour leur capacité à s'intégrer dans une combinatoire donnée de facteurs, mais elles deviennent l'objet d'un processus de reproduction et de redéploiement par lequel la spécification des ressources prend forme et se renouvelle au fil du temps. Ce processus de construction des ressources engage un certain état des formes de coordination, des expériences antérieures de coordination et une certaine densité institutionnelle au plan territorial. » (Courlet, 2007 : 48).

Il y a donc dans l'existence du territoire une forme de causalité circulaire qui soulève la critique des milieux dits innovateurs (Crevoisier, 2010). Le territoire évolue et s'autorenforce de manière autonome. Certains ont souligné l'importance des facteurs locaux et communautaires (Cook et al., 2004; Maillat & Kébir, 2001), l'importance du capital humain (Florida, 2002, 1995; Pecqueur, 1989), du capital social (Lever, 2002; Putnam, 2001), de la proximité sociale et des liens sociaux (Bellet et al., 1998; Lin, 1995; Coleman, 1990, 1988) ou encore de l'innovation, technologique ou sociale (Julien & St-Pierre, 2015) dans le développement local et l'émergence d'initiatives. D'autres ont suggéré que le territoire devient plutôt un lieu où les relations de proximité se tissent et donnent naissance à des initiatives et actions locales variées (Glon & Pecqueur, 2006). Dans tous les cas, les deux visions ne sont pas indissociables. La figure un propose une synthèse de ces liens.

Figure 1. Le rôle des ressources dans la dynamique économique locale



Dans les deux cas, l'hypothèse centrale est que l'origine et la survie des entreprises reposent sur la capacité à arrimer (« coupler ») les ressources disponibles aux capacités latentes afin de stimuler la compétitivité (Kébir & Crevoisier, 2004). Pour certains, ces capacités sont issues de la concentration spatiale, alors que pour d'autres, elles sont essentiellement le fruit d'un construit et d'une expérience propre. S'il est généralement reconnu que les traits culturels, organisationnels et *territoriaux* influencent la présence d'initiatives locales de développement, la littérature souligne également qu'il existe aussi une relation avec les caractéristiques du milieu, et que leur présence est souvent une réponse à l'organisation classique des activités économiques. Ces processus de renforcement soulignent également le rôle d'un sentier de dépendance et du concept d'enfermement (locked-in), des principes phares en économie géographique évolutionnaire (Boschma & Martin, 2007, 2010; Martin, 2010)

Bouchard et al. (2007) soutiennent que les pôles d'économie sociale constituent une carte inversée par rapport à la carte des pôles de développement. Une présence plus importante d'initiatives visant l'amélioration des conditions de vie est habituellement observée là où la population est la plus exclue des marchés traditionnels (Tremblay et al., 2009). Bien que certains auteurs aient tenté de généraliser l'étude des initiatives locales à plus grande échelle (Simard, 2017), il n'existe que trop peu d'analyses quantitatives, et encore moins à l'échelle du Québec, qui permettent d'identifier les possibles déterminants des initiatives locales de développement et ainsi tracer un réel parallèle avec les approches issues de l'économie géographique.

CADRE CONCEPTUEL

Les logiques de la localisation, les logiques territorialiste et les principes de l'économie géographique évolutionnaire participent à l'observation d'une réalité complexe. Alors que l'intervention publique a pour objectif de stimuler le développement des territoires par la valorisation et l'exploitation de ressources, « l'heure est désormais à la singularisation du territoire par le projet » (Lajarge et Roux, 2007 : 2). Ainsi, Myrdal (1957 dans Liepietz, 2001) faisait déjà remarquer que les initiatives publiques ne suffisent plus à surmonter les inégalités entre les régions. Les dynamiques de développement économique impliquent la mobilisation de ressources qui peuvent être territorialement construites. La construction de telles ressources passe par un processus de construction innovant et localement caractérisé. En

effet, «la ressource n'est plus un simple intrant (stock de matière) mobilisé dans les processus productifs, mais bien un résultat d'une mobilisation, d'une concertation et d'une coordination des acteurs autour d'un objet, pas nécessairement matériel, qui peut être une histoire, un mythe, une identité ou une valeur commune (Lamara, 2009 p. 12)». C'est dans cette logique que sont comprises ici les initiatives de développement.

La géographie économique fait état de facteurs soulignant l'importance des coûts de transport ou des facteurs de production, du coût de la main-d'œuvre ou encore de la structure industrielle en place. En effet, les milieux économiquement denses profitent d'économies de localisation encourageant la présence d'économies d'échelle ainsi que la concentration spatiale (Polèse et al., 2015). Ces éléments sont intégrés à travers des facteurs communs caractérisant économiquement le milieu (distance à la métropole, salaire médian structure industrielle, présence d'infrastructure de transport).

De son côté, le dynamisme économique territorial est considéré par le biais de facteurs susceptibles de traduire la capacité du milieu à entretenir un processus de construction et de mobilisation de ressources. Le développement économique territorialisé aurait trois dimensions (Crevoisier, 2001): technologique, territoriale et organisationnelle. La dimension technologique est liée au savoir-faire et influence directement la capacité d'innovation. Elle est intégrée à l'analyse par des variables propres au support à l'innovation (institution de formation postsecondaire) et aux externalités de connaissance. La dynamique et la concentration spatiale d'entreprises stimulent, par ricochet, la présence d'économies d'agglomération prolifique à l'innovation (Grossetti, 2004) notamment par la présence d'une diversification (Boschma et al., 2017) et/ou d'une spécialisation

économique (Camagni & Capello, 2013). Cette spécialisation est cependant relative aux spécificités territoriales.

La dimension territoriale caractérise et distingue le milieu par ses atouts dans les dynamiques concurrentielles territoriales (Crevoisier, 2001). Le capital humain en est un élément important. Il encourage la présence d'externalités qui stimulent la productivité en favorisant par exemple le progrès technique et les apprentissages (Catin, 1997). De même, le capital social illustre le rôle des interactions sociales comme levier des capacités d'innovation locales (Tura & Harmaakorpi, 2005; Florida, 1995) et de diffusion de l'information. Le capital social encourage la formation de réseaux sociaux spécifiques à chaque territoire (Hauser et al., 2007). Il fait également le pont avec la dimension organisationnelle qui réfère quant à elle aux mécanismes propices (ou non) à la coordination des acteurs. Elle comprend la culture entrepreneuriale locale ainsi que le cadre institutionnel et collectif.

Finalement, l'économie géographique évolutionnaire (Martin, 2010, 2012) propose d'intégrer la dimension historique dans la prise en compte des trajectoires de développement. Ce courant postule notamment que les possibilités de développement actuel sont largement tributaires des décisions passées et des trajectoires historiques. C'est ainsi que certaines régions réussissent à se démarquer (résilience/hystérésis positive), alors que d'autres ont plus de difficulté à sortir de leur (sentier de) dépendance (lock-in/hystérésis négative). Les facteurs associés au sentier de dépendance et à la résilience caractérisent donc aussi les territoires analysés, et ce malgré la découverte de nouvelles ressources, dites latentes. L'ensemble de ces facteurs est synthétisé en quatre catégories (Figure 2).

Figure 2. Facteurs influençant la croissance et les trajectoires de développement régional et local

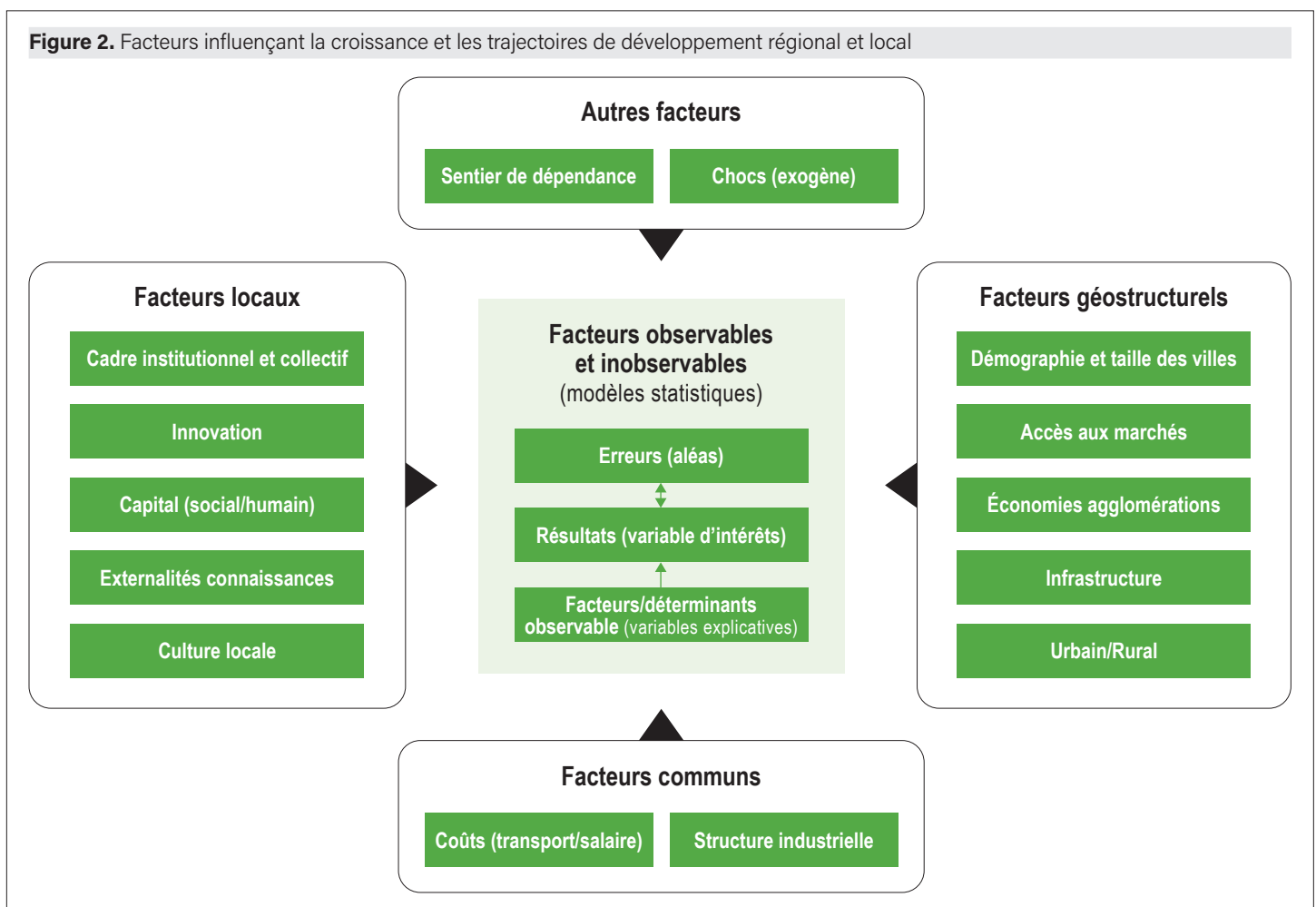


Tableau 1. Liste des indicateurs potentiels

Listes des facteurs potentiels	Indicateurs possibles
Facteurs locaux	
Cadre institutionnel et collectif	Chef lieu administratif / Présence d'activités économiques non-marchandes
Innovation	Présence d'écoles avec formation postsecondaire
Capital humain	Pourcentage de diplômés universitaires / Composition par type de métiers
Capital social	Arrivée de nouveaux ménages / immigrants
Externalités de connaissances	Ratio de dépendance / taux de chômage
Culture locale	Pourcentage de travailleurs autonomes
Facteurs géostructurels	
Démographie	Structure démographique (pyramide des âges)
Taille des villes	Nombre total de résidents (personnes)
Urbain/Rural	Ville > 50 000 habitants
Économies d'agglomération (urbanisation)	Diversification économique (Indice Herfindahl)
Économies d'agglomération (localisation)	Spécialisation économique (Quotient de localisation)
Infrastructures	Présence d'autoroutes ou de routes nationales
Facteurs communs	
Coûts de transport	Distance (Euclidienne) à la principale ville (métropole)
Coûts de production	Salaire médian
Structure industrielle	Diversification/Spécialisation industrielle (voir économies d'agglomérations)
Autres facteurs	
Sentier de dépendance	Profil historique et effets dynamiques
Autres facteurs historiques/politiques	Effets fixes spatiaux
Chocs	Fermetures majeures / Déménagement d'entreprises

L'article propose ainsi une approche conceptuelle hybride basée sur les facteurs géographiques, territoriaux et historiques de développement. Le lien statistique entre l'ensemble de ces facteurs s'inspire des modèles de croissance en économie géographique (Barro & Sala-i-Martin, 1995, 1991), qui a déjà fait l'objet de nombreuses applications au Canada (Shearmur & Polèse, 2007; Dubé & Polèse, 2015, 2016) et dans le monde (Dall'Erba & Le Gallo, 2008; Dobson et al., 2008)¹. Il est adapté afin d'évaluer les effets d'agglomération, mais aussi des éléments contextuels territoriaux sur les initiatives locales de développement (variable expliquée). Le cadre conceptuel est également bonifié par la prise en compte de certains facteurs historiques émanant des développements proposés par l'économie géographique évolutionnaire. La prise en compte de l'ensemble des facteurs doit donc se faire à partir de variable permettant d'approximer certaines caractéristiques (ou *proxies*) inspirées de travaux empiriques existants (Tableau 1).

En raison de la complexité des facteurs de développement parfois difficilement mesurables, le cadre conceptuel regroupe l'ensemble des facteurs observables en plus d'intégrer, de manière indirecte, les effets latents via le comportement du terme d'erreur du modèle statistique. La synthèse des facteurs potentiels inclut explicitement les facteurs intangibles, qui eux, ne peuvent être formellement mesurés (et donc testés) avec une approche quantitative. Il s'agit là d'une des limites de cette approche.

CADRE MÉTHODOLOGIQUE

Afin de formaliser les liens qui peuvent exister entre la localisation des initiatives locales et les caractéristiques des municipalités, deux

modèles statistiques sont retenus : i) un premier modèle sur la présence/absence (logit); et ii) un second sur le nombre d'initiatives locales par municipalités (binomial négatif).

La première spécification repose sur un modèle de choix discret, où la variable dépendante représente la présence (ou absence) d'initiatives locales. Le modèle de régression logistique est estimé sur la base du découpage administratif des municipalités et permet de lier la (probabilité de) présence d'initiatives locales aux caractéristiques des municipalités (équation 1).

$$y = \exp(\mathbf{X}\boldsymbol{\beta}) / (1 + \exp(\mathbf{X}\boldsymbol{\beta})) + \varepsilon \quad (1)$$

où \mathbf{y} est le vecteur renfermant la variable dépendante, de dimension ($N \times 1$), avec N le nombre total de municipalités, \mathbf{X} est une matrice renfermant l'ensemble des variables indépendantes (ou déterminants), de dimension ($N \times K$), et $\boldsymbol{\beta}$ est un vecteur de paramètres (à estimer) de dimension ($K \times 1$) permettant d'identifier les facteurs qui sont statistiquement liés à la présence d'initiatives locales. Finalement, ε représente un vecteur de termes d'erreurs de dimension ($N \times 1$).

La seconde spécification repose sur un modèle binomial négatif, qui permet d'exprimer le nombre d'initiatives locales recensé sur dans une municipalité donnée, en fonction des descripteurs (ou variables indépendantes) retenus. Le modèle binomial négatif (équation 2) est approprié lorsque la variable dépendante est continue, mais que les valeurs possibles sont discrètes. La spécification permet de généraliser le modèle de régression de Poisson lorsqu'il y a sur dispersion (variance non homogène). Il permet explicitement de tester cette hypothèse par l'ajout d'un coefficient lié au terme d'erreur ($H_0: \sigma = 1$ vs $H_1: \sigma \neq 1$).

$$y = \exp(\mathbf{X}\boldsymbol{\beta} + \sigma\varepsilon) \quad (2)$$

¹ Cette approche est largement reconnue. On l'utilise notamment dans la théorie de la convergence (β -convergence).

où les vecteurs γ , β et ε ont la même signification et les mêmes dimensions que précédemment, tout comme la matrice de variables indépendantes, X. Le modèle de régression binomial négatif permet une variance qui n'est pas constante ni égale à la moyenne.

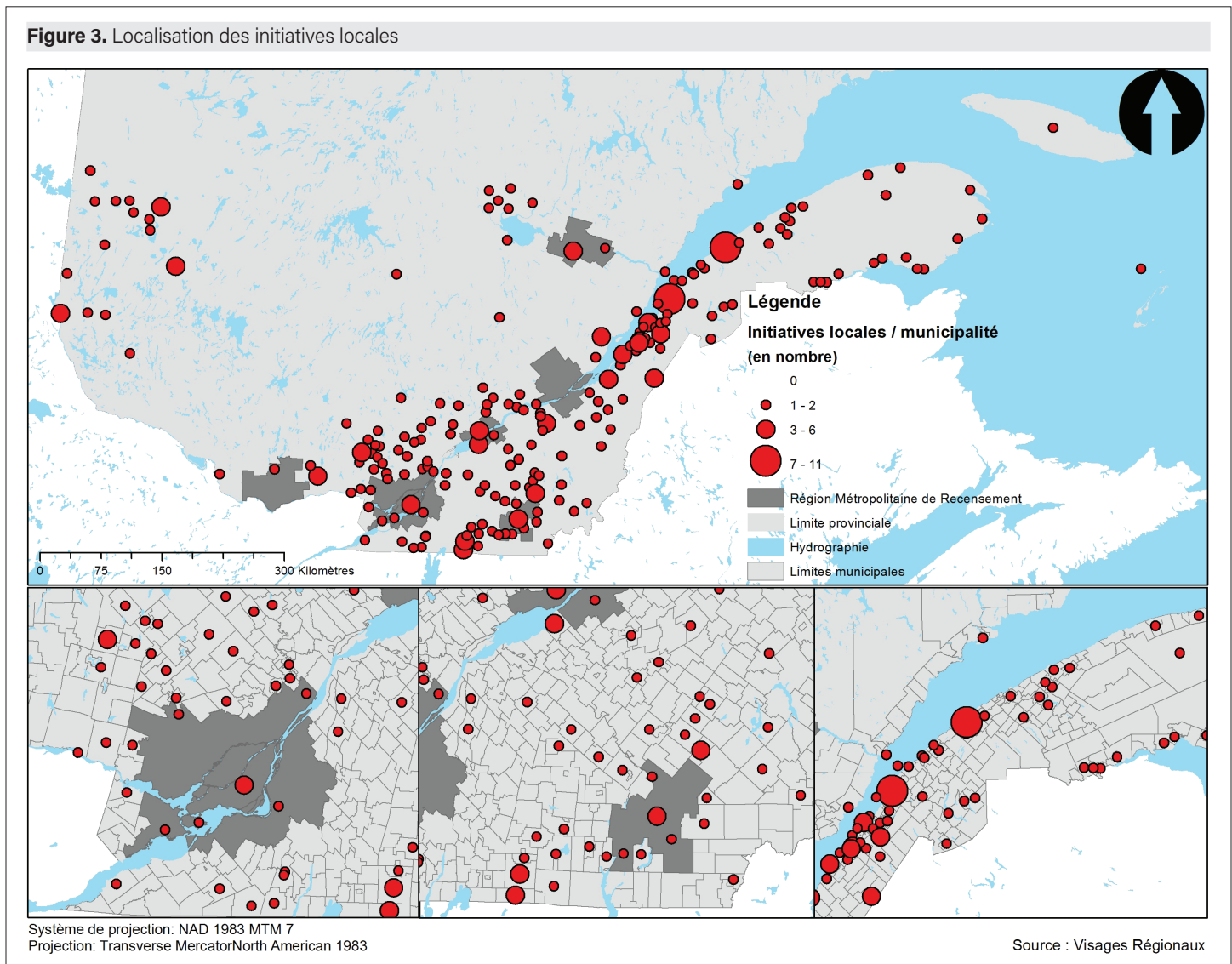
Les deux modèles sont estimés par la méthode du maximum de vraisemblance. La conjugaison des deux spécifications permet de vérifier la robustesse des conclusions selon l'intensité (le nombre) des initiatives. L'identification de facteurs significatifs communs permet d'établir une certaine robustesse des résultats, mais aussi d'apporter les nuances nécessaires entre la présence et l'intensité.

Dans les deux cas, les modèles statistiques sont sensibles aux valeurs extrêmes (ou aberrantes), ce qui nécessite une certaine validation des résultats afin d'assurer que les résultats obtenus ne sont pas uniquement liés aux choix des observations retenues pour l'analyse. Une analyse de robustesse est donc effectuée à partir d'une approche par échantillonnage (ou *bootstrap*) basée sur l'utilisation de la moitié des observations, de manière aléatoire, et répétée 1 000 fois. Cette procédure permet de construire la distribution des coefficients par indicateur retenu, et permet d'utiliser un test de pseudo-significativité, cherchant à vérifier si la valeur nulle (ou 0) est incluse dans la distribution. Cette approche permet une analyse de robustesse des résultats.

LES DONNÉES

Choix de l'échelle géographique

Le point de départ pour l'analyse repose sur l'utilisation des limites municipales. À partir des délimitations des municipalités² issues du recensement de 2006 (et intégrant les fusions municipales), le polygone que chacune d'entre elles se voit attribuer: i) une valeur de la variable dépendante; et ii) un ensemble de variables indépendantes résumant le profil démographique et socio-économique. Dans un premier temps, la localisation de chacune des d'initiatives est déterminée à partir de l'adresse individuelle (points) avant d'être agrégé sur les polygones représentant les limites des municipalités. Les municipalités au nord de Mistissini n'ont pas été retenues pour l'analyse. Les municipalités exclues étaient exemptes de toute occurrence rapportée d'initiative locale. Bien que le ministère des Affaires municipales et de l'Organisation du territoire recense 1 131 municipalités au Québec, le recensement fait plutôt état de 1 144 municipalités. La différence entre les deux s'explique par le fait que le recensement dissocie les municipalités des cantons, alors que le MAMOT agrège ces limites spatiales.



² Le territoire étant compris comme un système évolutif l'approche territoriale n'impose normalement pas de limites géographiques fixes. Le choix des limites municipales est dicté par les données disponibles.

Les initiatives locales – variable dépendante

L'analyse prend appui sur une base de données comptant 323 initiatives locales de développement sur le territoire québécois. Ces initiatives locales prennent diverses formes, mais sont liées à des activités économiques non conventionnelles (réintégration sociale, services de popote roulante, animations, etc.). Cette recension des initiatives de *Visages Régionaux*³, une entreprise de marketing territorial qui s'intéresse à la vitalité des collectivités en régions. Les données ont été colligées entre 2016 et 2017 et sont issues d'une collecte d'abord menée pour un site internet. Sur une base volontaire, les responsables des initiatives pouvaient remplir un formulaire en ligne. Ceci leur octroyait une certaine visibilité : les projets étaient intégrés à une liste de projets locaux et étaient situés sur une carte du Québec. Les données reposent donc sur des informations autorapportées, parfois à la suite d'une sollicitation de Visages Régionaux pour que des projets y soient inscrits, et d'autres fois par le biais du bouche-à-oreille.

Après avoir éliminé quelques cas impossibles à géolocaliser, la base de données comporte 318 initiatives locales (Figure 3). Certaines municipalités font état de plus d'une initiative (Tableau 2). Le maximum enregistré (11) étant dans la municipalité de Rivière-du-Loup, alors que la municipalité de Rimouski suit au second rang, non loin derrière (avec 8). Certaines initiatives créent de l'emploi, d'autres impliquent seulement les instigateurs du projet, alors que d'autres sont portées par des bénévoles. Les modes d'organisation sont variés, tout comme les catégories de bénéficiaires. Les seules informations disponibles sur les initiatives sont : i) si les initiatives ont été mises en place par des citoyens, ii) si elles contribuent à la collectivité, et iii) si elles respectent les principes du développement durable.

Nombre d'initiatives	Municipalités	Nombre total
0	942	0
1	141	141
2	37	74
3	10	30
4	8	32
5	2	10
6	2	12
7	0	0
8	1	8
9	0	0
10	0	0
11	1	11
Total	1,144	318

Le mode de recrutement implique forcément que ce ne sont pas toutes les initiatives qui sont colligées. Bien que la liste soit bien garnie, il est impossible d'assurer un inventaire exhaustif des initiatives locales. Il est également difficile de connaître avec précision le nombre total d'initiatives locales au Québec, ce qui rend impossible la correction des données pour la présence d'un possible biais de

sélection. Pour toutes des raisons, l'analyse est qualifiée d'exploratoire et constitue une limite claire à l'application.

Les indicateurs retenus – variables indépendantes (ou déterminants)

La liste des indicateurs (ou déterminants) est issue des données du recensement de 2006. Le décalage temporel entre la recension des initiatives locales et le profil des municipalités est volontaire : il exprime ainsi le profil avant même l'apparition de celles-ci. Le décalage temporel entre la collecte des données de recensement et la période de collecte d'informations sur les initiatives permet aussi de contourner le piège de l'endogénéité dans l'estimation des modèles statistiques. Sans pour autant parler de relations « causales », au sens strict, cette approche a pour effet d'éliminer certains biais potentiels dans l'estimation des paramètres souhaités. Finalement, le décalage temporel permet aussi d'intégrer la notion de sentier de dépendance dans le modèle, en prenant appui sur l'état passé plutôt que le portrait actuel.

Les données du recensement permettent de dresser des portraits démographiques et socio-économiques au niveau des municipalités. Les données des recensements ne permettent pas de construire les espaces sur une autre base que les limites administratives, du moins pour les plus petites municipalités. Une municipalité représentant souvent une aire de diffusion pour des entités spatiales faiblement peuplées. Il existe donc un décalage sur la façon dont les limites spatiales (municipalités vs territoires) sont définies. Il faut donc tenir compte de cette limite dans l'interprétation des résultats.

Les informations colligées par le recensement sont recueillies tous les cinq ans au pays. Le questionnaire détaillé étant obligatoire, le taux de réponse est élevé, se chiffrant à 94 % en 2006 (Statistique Canada, 2015). Malgré certaines faiblesses au niveau de la confidentialité et des règles d'arrondis liées à la publication, les données permettent, par l'application de ratios, d'obtenir un portrait détaillé de certaines conditions démographiques et socio-économiques. Les variables indépendantes sont divisées en trois blocs liés à la source des indicateurs retenus (Tableau 3).

Le premier bloc de variables renferme les indicateurs locaux. Pour fin d'analyse, huit indicateurs sont retenus : i) l'importance relative de l'emploi lié à la fonction publique (SCIAN 61, 62 et 91); ii) la présence d'un cégep dans la municipalité; iii) la présence d'un centre de formation professionnelle dans la municipalité; iv) l'importance du capital humain, mesuré par le pourcentage de diplômés universitaires, mesuré par le nombre de diplômés sur la population de 25-64 ans⁴; v) un indice de renouvellement de la population, mesuré par le nombre de personnes qui n'étaient pas dans la municipalité 5 ans auparavant par rapport à la population totale; vi) le ratio de famille monoparentale, mesuré par le nombre de ménages monoparentaux sur le nombre total de ménages; vii) la proportion de propriétaires occupants, mesurée par le nombre de propriétaires divisé par le nombre de propriétaires et de locataires; et viii) un indice d'entrepreneuriat, mesuré par le nombre de travailleurs ne sont pas des salariés par rapport au nombre total de travailleurs.

Le second bloc de variables se rapporte aux facteurs géostructurels et comporte sept indicateurs : i) un indice lié à la structure de la pyramide des âges, mesuré par un indice d'Herfindahl défini sur la base des classes d'âges par tranche de 5 ans (incluant une catégorie « 85 ans et plus »)⁵; ii) une variable catégorielle liée à la taille des municipalités; iii) un indice de diversification, exprimé par un indice

³ <http://visagesregionaux.org/> (consulté en décembre 2019).

⁴ Puisque les jeunes de 15 ans n'ont habituellement pas accès à la formation postsecondaire, et encore moins à l'université, le choix du dénominateur se base donc sur la population de 25-64 ans comme représentant le bassin de diplômés potentiels.

⁵ L'indice d'Herfindahl est calculé de la manière suivante : $H = \sum (p_i^2)$, où p_i est la proportion de la population de la classe d'âge i sur la population totale ($p_i = P_i/P$, où P_i est la population totale de la classe i , alors que P représente la population totale - $P = \sum P_i$).

Tableau 3. Liste des indicateurs retenus pour l'analyse exploratoire

Indicateurs retenus	Définition
Facteurs locaux	
Importance de la fonction publique	Quotient de localisation pour le secteur public (SCIAN 61, 62, 91)*
Présence d'un cégep	Un cégep est situé dans la municipalité (Oui/Non)
Présence d'un centre de formation professionnel	Un établissement d'enseignement professionnel est localisé dans la municipalité (Oui/Non)
Capital humain	Nombre de diplômés universitaires/Population 25-64 ans [‡]
Indice de renouvellement	[Résidents il y a 5 ans – Personnes n'ayant pas déménagé] / Personnes n'ayant pas déménagé
Capital financier	Nombre propriétaires occupants / (Nombre de locataires + Nombre de propriétaires)
Structure familiale	Nombre de familles monoparentales / Nombre total de familles
Indice d'entrepreneurship	[Nombre total de salariés – Nombre total d'employés] / Nombre total d'employés
Facteurs géostructurels	
Pyramide des âges	Indice d'Herfindahl† [Population par groupe d'âge de 5 ans]
Taille des villes	Variable catégorielle (1: <1k; 2: [1k - 10k]; 3:[10k - 25k]; 4: [25k - 50k]; 5: ≥ 50k)
Diversification économique	Indice d'Herfindahl† [Catégories d'emploi - code SCIAN à 2 chiffres]
Spécialisation économique	Quotient de localisation pour le secteur manufacturier (SCIAN 31-33)‡
Spécialisation économique	Quotient de localisation pour les activités intensives en savoir (SCIAN 54)‡
Dépendance économique	[Population des 15 ans et moins + Population des 65 ans et plus] / [Population des 15-64 ans]
Infrastructures	Municipalité est desservie par l'autoroute (Oui/Non)
Facteurs communs et Autres facteurs	
Coûts de transport	Distance (Euclidienne) à la ville de Montréal (en km – en log)
Distribution salaires	Indice d'Herfindahl† [Nombre de travailleurs par catégorie de revenu (avant impôt)]
Salaire médian (en \$)	Salaire médian (en \$)
Taux de chômage	Taux de chômage (en %)
Autres facteurs historiques/politiques	Région administrative dans laquelle se situe la municipalité (ensemble de variables binaires)

Note : † Herfindahl = $\sum (x_{ij}/x_i)^2$; ‡ Quotient de localisation = $(x_{ij}/x_i)/(x_j/x)$

$x_i = \sum x_{ij}$; $x_j = \sum x_{ij}$; $x = \sum \sum x_{ij}$; où i : municipalité; j : secteur (branche) économique.

* Les 25-64 ans sont retenus comme dénominateur puisque les 15-20 ans ne peuvent être détenteurs de diplômes universitaires

d'Herfindahl calculé sur la proportion de l'emploi par catégorie d'emploi (défini par les activités économiques définies par le code SCIAN à 2 chiffres); iv) un indicateur de spécialisation dans le secteur manufacturier, issu d'un calcul du quotient de localisation sur la base de l'emploi des codes SCIAN 31 à 33); v) un indice de spécialisation dans le secteur tertiaire, mesuré par un quotient de localisation sur l'emploi associé au code SCIAN 54; vi) un indice de dépendance économique, mesuré par le nombre de personnes de 0-15 ans et de 65 ans et plus, sur le nombre total de personnes âgées entre 15 et 64 ans; et vii) un indicateur sur la présence d'autoroutes ou de routes nationales qui permettent de lier la municipalité au reste du réseau routier.

Finalement, le dernier bloc de variables (communs et autres) renferme quatre variables: i) un proxy du coût de transport vers le marché, mesuré par la distance (euclidienne), en kilomètre, à la Métropole (Montréal); ii) un indicateur de disparité économique, mesuré par un indice d'Herfindahl sur la distribution des salaires selon des classes de 10 000\$; iii) un indicateur du coût de la main-d'œuvre, mesuré par le salaire médian (en \$); iv) un indice de vitalité économique, mesuré par le taux de chômage (en %).

Le portrait des municipalités varie grandement (Tableau 4). Dans l'ensemble, les municipalités du Québec sont de tailles plutôt modestes: 493 municipalités ont moins de 1 000 habitants sur leur territoire. Le pourcentage de famille monoparentale est en moyenne de 12,6%, mais certaines municipalités font état d'un taux de monoparentalité qui est très élevé. Le ratio de dépendance est passablement élevé: pour cent personnes en âges de travailler, 46

personnes en sont dépendantes, c'est-à-dire âgées de moins de 15 ans ou de plus de 65 ans. L'indice d'Herfindahl calculé sur les classes d'âges suggère une certaine homogénéité, soulignant une déformation de la pyramide des âges (forme plutôt rectiligne). Le salaire médian est relativement faible, s'établissant, en moyenne, à moins de 20 000\$. L'indice d'Herfindahl sur les classes salariales montre que la richesse est relativement bien distribuée, en moyenne, à l'intérieur des municipalités. Les statistiques révèlent que près de 75% des ménages dans les municipalités sont propriétaires de leur logement. Le taux de chômage est, somme toute, peu élevé (moins de 10% en moyenne), bien que certaines municipalités atteignent des sommets alarmants, avec des taux de chômage de plus de 50%. Le capital humain est, en moyenne, plutôt faible, bien qu'il atteigne des sommets importants dans certaines municipalités, surtout les plus peuplées. Finalement, les municipalités sont fortement connectées par les structures autoroutières (plus de 8 municipalités sur 10), alors que près de 20% des municipalités abritent une institution d'enseignement professionnel (école de métiers) et un peu plus de 5% hébergent un établissement d'enseignement collégial (cégep).

Une particularité des données du recensement concerne le seuil minimal permettant la publication de statistiques détaillées. Ce seuil dépend de la variable retenue (il est plus sensible pour les informations sur le revenu). La publication des statistiques est également sujette à une règle d'arrondissement. En bref, les indicateurs peuvent, dans certains cas, s'avérer fragiles. Cette limite de publication explique pourquoi plusieurs indicateurs ont des valeurs nulles

Tableau 4. Statistiques descriptives des indicateurs retenus

Indicateurs retenus	Moyenne	Écart-type	Minimum	Maximum
Facteurs locaux				
Importance de la fonction publique	0.81	0.42	0.00	3.09
Présence d'un cégep	0.06	0.24	0.00	1.00
Présence d'un centre de formation professionnel	0.17	0.37	0.00	1.00
Capital humain	7.61	6.46	0.00	44.23
Indice de renouvellement	41.32	20.03	-5.88	167.06
Ratio de monoparentalité	12.63	7.39	0.00	75.00
Proportion de propriétaires	74.54	23.22	0.00	100.00
Indice d'entrepreneurship	15.39	8.32	0.00	100.00
Facteurs géostructurels				
Pyramide des âges	0.07	0.04	0.06	1.00
Population entre 1 000 et 10 000 habitants	0.49	0.50	0.00	1.00
Population entre 10 000 et 25 000 habitants	0.05	0.21	0.00	1.00
Population entre 25 000 et 50 000 habitants	0.02	0.14	0.00	1.00
Population supérieure à 50 000 habitants	0.02	0.13	0.00	1.00
Diversification économique	0.14	0.10	0.07	1.00
Spécialisation du secteur manufacturier	1.22	0.73	0.00	4.26
Spécialisation en services tertiaires supérieurs	0.51	0.51	0.00	3.18
Dépendance économique	46.87	34.50	1.00	1,171.43
Infrastructures	0.84	0.37	0.00	1.00
Facteurs communs et Autres facteurs				
Coûts de transport	4.82	1.41	0.00	7.21
Distribution salaires	0.13	0.20	0.06	1.00
Salaire médian (en \$)	19,668.01	5,978.88	0.00	48,276.00
Taux de chômage	9.33	8.00	0.00	64.20

Note : 1 144 observations (municipalités)

(Tableau 4). Les analyses statistiques doivent tenir compte de cette limite afin d'assurer la robustesse des résultats. Il est donc nécessaire de déterminer une approche permettant de limiter le possible impact de ces valeurs « extrêmes » sur l'estimation des paramètres dans les modèles statistiques.

ANALYSE DES RÉSULTATS

Dans un premier temps, les modèles sont estimés pour l'ensemble des municipalités, et ce en tenant compte des blocs de variables (Tableau 5). Les statistiques globales des modèles montrent une performance intéressante, avec des pseudo R² avoisinant une va-

Tableau 5. Principales statistiques liées à l'estimation des modèles

Modèles estimés	Modèle logistique		Modèle binomial négatif	
	Pseudo-R ²	Contribution	Pseudo-R ²	Contribution
Facteurs locaux	0.0330	0.28	0.0444	0.45
Facteurs géostructurels	0.0295	0.25	0.0355	0.36
Facteurs communs	0.0094	0.08	0.0098	0.10
Autres facteurs	0.0479	0.40	0.0291	0.29
Global (tous indicateurs)	0.1183	1.00	0.0996	1.00

1 144 observations (municipalités)

leur de 0,10 lorsque l'ensemble des variables sont incluses simultanément. D'une part, ces statistiques suggèrent, implicitement, que plusieurs facteurs non-mesurés (et non-observables) prennent une part non-négligeable dans l'explication de la présence et du nombre d'initiatives locales. D'autre part, les résultats suggèrent néanmoins que plusieurs facteurs (déterminants) observables sont statistiquement liés à la présence d'initiatives locales, soulignant le fait que le patron de localisation n'est pas totalement inexplicable. Parmi la proportion explicable, les résultats suggèrent que la présence d'initiatives locales est surtout liée à des spécificités régionales (autres facteurs), alors que le nombre d'initiatives est surtout lié aux facteurs locaux. Dans tous les cas, les modèles sont globalement significatifs.

Plus spécifiquement, le fait que la présence soit liée positivement à la distance de la métropole suggère que les initiatives constituent, en quelque sorte, une réponse aux logiques du marché (Tableau 6). Les résultats confirment aussi cette organisation (ou cette réponse) lorsqu'on s'attarde aux coefficients liés à la taille des municipalités. Les résultats suggèrent que les initiatives locales sont plus susceptibles d'être présentes dans les municipalités entre 1 000 et 25 000 habitants. Les petites municipalités pourraient ou auraient comme effet de faciliter la coordination d'acteurs autour de projets communs.

Le portrait socio-économique peut également cacher des réalités de prise en main des milieux, et donc de territorialisation. Par exemple, les résultats suggèrent que la présence d'initiatives locales est liée à une fonction publique relativement moins présente que la moyenne, à un salaire médian inférieur à la moyenne et à la présence de disparités salariales plus élevées que la moyenne. Or, plusieurs de ces in-

Tableau 6. Résultats d'estimations des modèles de régression logistique

Indicateurs retenus	Modèle logistique (présence/absence)			
	Approche classique		Approche bootstrap	
	Coefficient	sign.	Coefficient	p-sign.
Facteurs locaux				
Importance de la fonction publique	-0.8256	**	-0.8405	**
Présence d'un cégep	0.6619		0.6068	
Présence d'un centre de formation professionnel	0.5646	**	0.5612	**
Capital humain	0.0554	***	0.0619	***
Indice de renouvellement	0.0120	**	0.0115	**
Ratio de monoparentalité	0.0214		0.0200	
Proportion de propriétaires	0.0003		-0.0008	
Indice d'entrepreneurship	-0.0086		-0.0095	
Facteurs géostructurels				
Pyramide des âges	-9.5935		-14.3408	
Population < 1 000 habitants	Référence		Référence	
Population entre 1 000 et 10 000 habitants	0.3857		0.3546	*
Population entre 10 000 et 25 000 habitants	1.1810	**	1.2232	**
Population entre 25 000 et 50 000 habitants	-0.1134		-0.1016	
Population supérieure à 50 000 habitants	0.2660		0.2664	
Diversification économique	-1.3023		-3.2151	
Spécialisation du secteur manufacturier	-0.2295		-0.1564	
Spécialisation en services tertiaires supérieurs	-0.2019		-0.2210	
Dépendance économique	0.0001		-0.0007	
Infrastructures	-0.3816		-0.3772	
Facteurs communs et Autres facteurs				
Coûts de transport	0.2003		0.2549	*
Distribution salaires	-1.7984		-2.1814	*
Salaire médian (en \$)	-0.0001	**	-0.0001	**
Taux de chômage	-0.0184		-0.0187	
Effets fixes (région administrative)	Oui		Oui	
Constante	-0.5633		-0.0665	
Pseudo-R ²	0.1183		0.1491	
χ ² -stat	126.18	***	78.99	***
Statistique de Hosmer-Lemeshow	10.41		7.59	

Légende : *** p < 0.01; ** p < 0.05; * p < 0.1

dicateurs sont également le reflet d'un développement économique, issu des logiques de marché, qui soit moins fort. Ces conditions socio-économiques défavorables auraient ainsi pour effet de stimuler l'émergence d'initiatives locales.

Les résultats suggèrent néanmoins que certaines règles vont dans la même direction. D'un point de vue des logiques de localisation, le capital humain est susceptible d'attirer des entreprises qui cherchent une main-d'œuvre plus spécialisée, alors que d'un point de vue territorial, le capital humain peut souligner le rôle du capital social dans le développement. Bien que les deux prémisses soient différentes, elles pointent néanmoins dans la même direction. Les résultats montrent que la présence d'initiatives locales est liée à la présence d'un capital humain plus important que la moyenne. La présence d'un centre de formation professionnelle est également positivement liée à la présence des initiatives locales. De la même manière, le dynamisme local est en partie capté par le fait que l'émergence d'initiatives lo-

cales est positivement liée à un renouvellement de la population plus fort que la moyenne.

Les analyses portant sur le nombre d'initiatives, plutôt que leur présence/absence, renforce les conclusions (Tableau 7). Cependant, les résultats suggèrent que les facteurs communs prennent une importance plus grande, ce qui renforce la thèse de la réponse aux logiques de localisation du marché. On note ainsi un plus grand nombre d'initiatives locales de développement dans les municipalités plus loin de Montréal. Dans les deux cas, les effets fixes de localisation captent une bonne proportion de la variabilité des initiatives locales et suggèrent que la région du Bas-St-Laurent possède, en moyenne, significativement plus de municipalités faisant état d'initiatives locales en plus de compter les municipalités où plus d'initiatives locales sont notées. Bien que le Bas-St-Laurent a toujours fait état d'un dynamisme en matière d'initiatives locales (Simard, 2017), cet effet peut également être lié au fait que les données sont autorapportées et que l'entreprise *Visages régionaux* se situe au Bas-St-Laurent.

Tableau 7. Résultats d'estimations des modèles de régression binomial négatif

Indicateurs retenus	Modèle binomial négatif (nombre)			
	Approche classique		Approche bootstrap	
	Coefficient	sign.	Coefficient	p-sign.
Facteurs locaux				
Importance de la fonction publique	-0.7662	**	-0.7676	***
Présence d'un cégep	0.4540		0.3909	
Présence d'un centre de formation professionnel	0.6703	***	0.6340	**
Capital humain	0.0557	***	0.0605	***
Indice de renouvellement	0.0077		0.0073	*
Ratio de monoparentalité	0.0151		0.0133	
Proportion de propriétaires	-0.0043		-0.0055	
Indice d'entrepreneurship	0.0001		-0.0003	
Facteurs géostructurels				
Pyramide des âges	-12.4001		-15.0253	
Population < 1 000 habitants	Référence		Référence	
Population entre 1 000 et 10 000 habitants	0.3488	*	0.3143	*
Population entre 10 000 et 25 000 habitants	0.8066	**	0.8428	**
Population entre 25 000 et 50 000 habitants	0.0054		-0.5938	
Population supérieure à 50 000 habitants	0.8688		0.5635	
Diversification économique	-1.9796		-3.6785	*
Spécialisation du secteur manufacturier	-0.2203		-0.1430	
Spécialisation en services tertiaires supérieurs	-0.1042		-0.1282	
Dépendance économique	-0.0017		-0.0024	
Infrastructures	-0.1544		-0.1513	
Facteurs communs et Autres facteurs				
Coûts de transport	0.2548	**	0.3066	***
Distribution salaires	-1.7936	*	-2.0848	**
Salaire médian (en \$)	-0.0001	**	-0.0001	**
Taux de chômage	-0.0113		-0.0109	
Effets fixes (région administrative)	Oui		Oui	
Alpha	1.3677	***	1.0816	***
Constante	-0.3452		-0.1603	
Pseudo-R ²	0.0996		0.1274	
χ^2 -stat	147.06	***	93.97	***

Légende : *** p < 0.01; ** p < 0.05; * p < 0.1

Tout comme pour le modèle précédent, les analyses suggèrent qu'un salaire médian plus faible que la moyenne et qu'une distribution plus hétérogène des salaires sont statistiquement liés à un plus grand nombre d'initiatives locales. De plus, la variable liée à la diversification économique suggère qu'une plus grande diversité de l'emploi que la moyenne est associée à un plus grand nombre d'initiatives. Ces résultats sont cohérents avec la proposition selon laquelle l'initiative peut-être comprise comme un levier de développement.

La lecture des résultats suggère que la présence et le nombre d'initiatives locales de développement constituent en quelque sorte une réponse aux lois du marché dans les logiques de localisation des entreprises. Ils suggèrent donc que les théories de localisation et l'approche territorialiste de la localisation sont fortement liées. Ces courants apparaissent comme des compléments. Par exemple, le rôle du capital humain est largement identifié comme un facteur de croissance dans la littérature urbaine. Or, ce facteur s'avère également important pour expliquer la distribution spatiale des initiatives

locales. Ainsi, malgré le fait que certains facteurs pointent vers une localisation des initiatives locales en marge des territoires plus urbanisés, les analyses suggèrent que la mise en place de telles actions se fait surtout dans les localités où le niveau d'éducation est supérieur à la moyenne.

Ceci dit, il est important de mentionner que le nombre limité d'initiatives, qui repose essentiellement sur des données autorapportées, constitue une limite inhérente à l'exercice statistique. Les analyses ont ainsi un caractère plus exploratoire qu'explicatif ou même prédictif. Un portrait exhaustif des initiatives locales de développement et une classification plus fine sur la base des activités de celles-ci pourraient potentiellement apporter des éléments de réponses plus nuancés et diversifiés. Le fait que les données soient agrégées à l'échelle des municipalités comporte son lot de limites puisque le choix de la granularité spatiale n'est pas neutre dans ce type d'exercice et la dimension territoriale du développement en est indubitablement affectée.

De plus, même si les initiatives entrent dans un processus de création ou de légitimation territoriale, leur portée en termes de développement n'est pas évaluée ici. Si une initiative locale est cohérente avec un projet territorial donné et contribue à l'activation d'une ressource construite ou potentielle, rien ne permet de dire que cette démarche mènera à sa valorisation dans un système productif au ralenti. Néanmoins, les résultats obtenus dans le cadre des analyses statistiques sont un premier pas intéressant vers une meilleure compréhension de l'émergence des initiatives locales à grande échelle.

CONCLUSION

L'article avait pour but de vérifier si l'émergence d'initiatives locales de développement comporte une certaine logique de localisation complémentaire aux principes de localisation issus des théories classiques de localisation. L'initiative locale a été identifiée comme une action coordonnée d'acteurs territoriaux destinée à entretenir ou dynamiser un contexte économique local. Un ensemble d'analyses statistiques basées sur le lien qui peut exister entre la présence/absence ou le nombre d'initiatives locales de développement et les profils démographiques et socio-économiques des municipalités du Québec est effectué. Les analyses reposent sur des données secondaires issues de la localisation (autorapportées) d'initiatives locales de développement, mises à disposition par une entreprise de marketing territorial (*Visages régionaux*), et des données de recensement de Statistique Canada. Deux modèles statistiques, un modèle logistique et un modèle de régression binomiale négative permettent de tester formellement l'hypothèse de liens pouvant exister entre la présence d'initiatives locales et la caractérisation des municipalités.

Les résultats montrent que certains facteurs sont statistiquement liés à la présence/absence d'initiatives locales de développement ainsi qu'au nombre de telles initiatives. Les variables ayant le plus d'influence sur la présence et la quantité d'initiatives de développement local sont de natures socioéconomique et démographique: la scolarité, la taille de la municipalité et le revenu moyen sont les variables les plus importantes. Les analyses indiquent que les municipalités ayant le plus de chances d'accueillir des initiatives locales de développement sont celles où les revenus (médians) sont plus faibles que la moyenne, où la taille de la population est relativement faible, et où la spécialisation dans le secteur de la fonction publique est moins importante.

Les résultats suggèrent que les facteurs « classiques » liés aux théories de localisation sont négativement liés à la présence, mais surtout au nombre d'initiatives locales de développement. Ces conclusions soulignent une certaine complémentarité entre, d'une part, les logiques de marché dans les choix de localisation et, d'autre part, la réponse et la territorialisation des initiatives locales. L'analyse montre également l'importance du capital humain dans l'émergence de ces initiatives, suggérant du même souffle, le rôle central de ce facteur, non seulement dans l'amélioration de la productivité du travail, mais aussi dans l'organisation des initiatives locales et la prise en charge territoriale.

En s'opposant aux logiques du marché et aux théories classiques de la localisation, la localisation d'initiatives locales de développement emboîte nécessairement le pas aux logiques de marché. Il existe, certes, encore beaucoup de place pour améliorer les connaissances quant à l'impact des initiatives locales de développement sur les trajectoires de développement des territoires, d'autant plus pour ceux qui sont dévitalisés. Ceci dit, cette recherche se veut en quelque sorte une première amorce afin de montrer en quoi les outils quantitatifs peuvent aussi être utiles pour comprendre les logiques de localisation et d'émergence d'actions locales et territoriales et de vérifier, de manière indirecte, comment les réponses face aux lois

du marché peuvent influencer ces trajectoires et conséquemment contribuer à créer de nouvelles formes d'inégalités.

BIBLIOGRAPHIE

- Alonso, W. (1968). Urban and Regional Imbalances in Economic Development, *Economic Development and Cultural Change*, 17(1): 1-14.
- Aydalot, P. (1986). *Milieux innovateurs en Europe*, Paris, GREMI.
- Bagnasco, A. (1977). *Tre Italie. La problematica italiana dello sviluppo territoriale*. Il Mulino, Bologna.
- Bailoni, M. (2017). Comprendre le vote pour le Brexit: de l'utilité d'une analyse territoriale, *Herodote*, (1): 43-64.
- Barro, R. & Sala-I-Martin, X. (1995). *Economic Growth*, New-York: McGraw-Hill.
- Barro, R. & Sala-I-Martin, X. (1991). Convergence Across States and Regions, *Brookings Papers on Economic Activity*, 2: 107-158.
- Becattini, G. (1979). Dal settore industriale al distretto industriale. Alcune riflessioni sull'unità di indagine nell'economia industriale, *Rivista di Economia e Politica Industriale*, 1(1).
- Bellet, M., Kirat, T. & Largeron, C. (1998). *Approches multiformes de la proximité*, Paris: Hermès.
- Benko, G. (1998). *La science régionale*, Que sais-je?, Presses Universitaires de France, Paris, 126 p.
- Benko, G. & Lipietz, A. (1992). *Les régions qui gagnent. Districts et réseaux. Les nouveaux paradigmes de la géographie économique*. Paris, PUF. (Collection Économie en liberté). 424 pages.
- Boschma, R. & Martin, R. L. (2010). *The Handbook of Evolutionary Economic Geography*, Cheltenham: Edward Elgar.
- Boschma, R. & Martin, R. L. (2007). Constructing an Evolutionary Economic Geography, *Journal of Economic Geography*, 7: 537-548.
- Boschma, R., Coenen, L., Frenken, K. & Truffer, B. (2017). Towards a Theory of Regional Diversification: Combining Insights from Evolutionary Economic Geography and Transition Studies, *Regional Studies*, 51(1): 31-45.
- Bouchard, M. J., Carrière, J., Klein, J. L., Marceau, S. G., Michaud, V. & Saucier, C. (2007). L'économie sociale et le territoire, *Revue Organisations & territoires*, 16(1): 5-12.
- Camagni, R. & Capello, R. (2013). Regional Innovation Patterns and the EU Regional Policy Reform: Toward Smart Innovation Policies, *Growth and Change*, 44(2): 355-389
- Camagni, R. & Maillat, D. (2006). *Milieux innovateurs: Théories et politiques*, Paris: Economica Anthropos.
- Catin, M. (1997). Disparités spatiales de productivité, accumulation du capital et économies d'agglomération, *Revue économique*, 579-589.
- Christaller, W. (1933). *Die Zentralen Orte in Süddeutschland. Iena*, Fischer. Traduction anglaise par Baskin (C.W.), 1966, Central places in Southern Germany. Englewood Cliffs, Prentice Hall.
- Claval, P. (2008). Espace et territoire, *Géographie, économie, société*, 10(2): 157-184.
- Coleman, J.S. (1990). *Foundations of Social Theory*, Cambridge: Harvard University Press.
- Coleman, J.S. (1988). Social Capital in the Creation of Human Capital, *American Journal of Sociology*, 94: S95-S120.
- Cooke, P., Heidenreich, M. & Braczyk, H.-J. (2004). *Regional Innovation Systems: The Role of Governance in a Globalized World*, 2nd edition, Londres, Routledge.

- Côté, S., Klein, J.-L. & Proulx, M.-U. (1995). *Et les régions qui perdent... ?*, Collection Tendances et débats en développement régional, no. 1.
- Courlet, C. (2002). Les systèmes productifs localisés: Un bilan de la littérature, *Études et recherches sur les systèmes agraires et le développement, Le local à l'épreuve de l'économie spatiale: Agriculture, environnement, espaces ruraux (INRA)*, 2002 (33): 27-40.
- Courlet C., (2007), « Du développement économique situé », Dans Gumuchian, H. et Pecqueur, B. (Eds.). *La ressource territoriale*, Paris: Économica et Anthropos, pp. 32- 45.
- Crevoisier, O. (2001). L'approche par les milieux innovateurs: état des lieux et perspectives, *Revue d'Économie Régionale Urbaine*, 1: 153-165.
- Crevoisier, O. (2010). La pertinence de l'approche territoriale, *Revue d'Économie Régionale Urbaine*, 5: 969-985.
- Dall'Erba, S. & Le Gallo, J. (2008). Regional Convergence and the Impact of European Structural Funds Over 1989–1999: A Spatial Econometric Analysis, *Papers in Regional Science*, 87(2): 219-244.
- Daumas, J. C. (2007). Districts industriels: du concept à l'histoire, *Revue économique*, 58(1): 131-152.
- Dubé, J. & Legros, D. (2014). *Introduction à l'économétrie spatiale des micro-données*, Londres: Wiley.
- Dubé, J. & Polèse, M. (2016). À propos du rôle de la taille dans la croissance urbaine: une analyse pour 135 agglomérations canadiennes entre 1971 et 2011, *Géographe Canadien*, 60(4): 541-555.
- Dubé, J. & Polèse, M. (2015). Does Dutch Disease Apply to Local Economies? Evidence for Canadian Urban Areas, *Growth and Change*, 46(1): 38-57.
- Dugas, C. (2008). « L'évolution du peuplement sur le territoire Québécois », dans Massicotte, G. (Eds). *Sciences du territoire: Perspectives québécoises*, Presses de l'Université du Québec: 27-54.
- Dobson, S., Ramlogan, C. & Strobl, E. (2006). Why do Rates of β -convergence Differ? A Meta-regression Analysis, *Scottish Journal of Political Economy*, 53(2): 153-173.
- Florida, R. (2002). Bohemia and Economic Geography, *Journal of Economic Geography*, 2: 55-71.
- Florida, R. (1995). Towards the Learning Region, *Future*, 27: 527-536.
- Fontan, J. M. (2008). Développement territorial et innovation sociale: l'apport polanyien, *Revue Interventions économiques. Papers in Political Economy*, (38): en ligne (<http://journals.openedition.org/interventionseconomiques/369>)
- Garofoli, G. (1992). New Firm Formation and Local Development: The Italian Experience, *Entrepreneurship & Regional Development*, 4(2): 101-126.
- Gibrat, R. (1931). *Les inégalités économiques*, Librairies du Recueil Sirey, Paris.
- Glou, E. & Pecqueur, B. (2006). Développement et territoires: une question d'environnement et de ressources territoriales?, *Territoire en mouvement Revue de géographie et aménagement. Territory in movement Journal of geography and planning*, 1: 13-22.
- Grossetti, M. (2004). Concentration d'entreprises et innovation: esquisse d'une typologie des systèmes productifs locaux, *Géographie, économie, société*, 6(2): 163-177.
- Hauser, C., Tappeiner, G. & Walde, J. (2007). The Learning Region: Impact of Social Capital and Weak Ties on Innovation, *Regional Studies*, 41(1): 75-88.
- Higgins, B., Martin, F. & Raynauld, A. (HMR). (1970). Les orientations du développement économique régional dans la Province de Québec, Ottawa: Ministère de l'Expansion économique régionale.
- Jacobs J (1969) *The Economy of Cities*. Random House, New York.
- Jacobs, J. (1984). *Cities and the Wealth of Nations: Principles of Economic Life*, New-York: Random House.
- Jean, B. (1989). Le développement régional à l'heure du développement local: le temps des incertitudes, *Revue canadienne de science régionale*, 12(1): 9-24.
- Julien, P. A. & St-Pierre, J. (2015). « Dynamiser le développement régional par l'entrepreneuriat: mesures et clés pour agir ». PUQ.
- Kébir, L. & Crevoisier, O. (2004). « Dynamique des ressources et milieux innovateurs », dans: Ressources naturelles et culturelles, milieux et développement local. GREMI et EDES, Presses universitaires de Provence, 261-290.
- Klein, J. L. (2008). Territoire et régulation: l'effet instituant de l'initiative locale, *Cahiers de recherche sociologique*, (45): 41-57.
- Krugman, P. 1996. Confronting the Mystery of Urban Hierarchy, *Journal of the Japanese and International Economies*, 10: 399-418.
- Krugman, P. (1991). Increasing Returns and Economic Geography, *Journal of political economy*, 99(3): 483-499.
- Lajarge, R. & Roux, E. (2007). Ressource, projet, territoire: le travail continu des intentionnalités
- Lamara, H. (2009). Les deux piliers de la construction territoriale: coordination des acteurs et ressources territoriales. *Développement durable et territoires, Économie, géographie, politique, droit, sociologie*.
- Lever, W. (2002). Correlating the Knowledge-base of Cities with Economic Growth, *Urban Studies*, 39: 859-870.
- Lipietz, A. (2001). Aménagement du territoire et développement endogène, *Aménagement du territoire*, 111-128.
- Lin, N. (1995). Les ressources sociales: une théorie du capital social, *Revue Française de sociologie*, 36: 685-704.
- Lösch, A. (1944). *Die Räumliche Ordnung der Wirtschaft*. Iena: Fischer.
- Maillat, D. & Kébir, L. (2001). Conditions cadres et compétitivités des régions: une relecture, *Revue canadienne de science régionale*, 24(1): 41-56.
- Martin, R. L. (2012). Regional Economic Resilience, Hysteresis and Recessionary Shocks, *Journal of Economic Geography*, 12: 1-32.
- Martin, R. L. (2010). The Roepke Lecture in Economic Geography – Rethinking Regional Path Dependence: Beyond Lock-in to Evolution, *Economic Geography*, 86: 1-27.
- Martin, R.L. & Sunley, P. (2007). Complexity Thinking and Evolutionary Economic Geography, *Journal of Economic Geography*, 7: 573-601.
- Martin, R.L. & Sunley, P. (2006). Path Dependence and Regional Economic Evolution, *Journal of Economic Geography*, 6: 395-437.
- Marshall, A. (1890). *Principles of economics: an introductory volume* (8th ed.). London: Macmillan.
- Mills, E. S. (1972). *Studies in the Structure of the Urban Economy*. Johns Hopkins University press, Baltimore, MD.
- Monnat, S. M. & Brown, D. L. (2017). More than a Rural Revolt: Landscapes of Despair and the 2016 Presidential Election, *Journal of Rural Studies*, 55: 227-236.
- Muth, R., (1969). *Cities and housing*, Chicago: University of Chicago Press.
- Pallard, J. (2009). *La Beauce inc. Capital social et capitalisme régional*, Montréal: Presses de l'Université de Montréal.
- Parr, J. (2001). "Regional Planning: Learning from past Experience", dans Flesenstein, D., McQuaid, R., McCann, P. et Shefer, S. (Eds). *Pu-*

blic Investment and Regional Economic Development, Northampton: Edward Elgar: 11-26.

Partridge, M. D., Rickman, D. S., Olfert, M. R. & Tan, Y. (2015). When Spatial Equilibrium Fails: Is Place-Based Policy Second Best?, *Regional Studies*, 49(8): 1303-1325.

Pecqueur, B. (2005). Les territoires créateurs de nouvelles ressources productives : le cas de l'agglomération grenobloise, *Géographie, économie, société*, 7(3): 255-268.

Pecqueur, B. (1989). *Le développement local*, Paris: Syros.

Perroux, F. (1955). Note sur la notion de pole de croissance, in « Économie appliquée », no. 8.

Polèse, M., Shearmur, R. & Terral, L. (2015). *Économie urbaine et régionale: géographie économique et dynamique des territoires*, Economica, Paris.

Proulx, M.-U. (2008). Territoires de gestion et territoires d'émergence, *Sciences du territoire. Perspectives québécoises*, 1-24.

Putnam, R. (2001). Social Capital: Measurement and Consequences, *Isuma*, spring: 41-51.

Quigley, J. (1998). Urban Diversity and Economic Growth, *Journal of Economic Perspective*, 12: 127-138.

Rodríguez-Pose, A. (2018). The revenge of the places that don't matter (and what to do about it), *Cambridge Journal of Regions, Economy and Society*, 11(1): 189-209.

Rosenthal, S. & Strange, W. (2001). The Determinants of Agglomeration, *Journal of Urban Economics*, 50: 191-229.

Shearmur, R. & M. Polèse. 2007. Do Local Factors Explain Local Employment Growth?, *Regional Studies*, 41: 453-471.

Simard, M. (2017). L'économie sociale au Bas-St-Laurent : son impact à l'émergence d'un modèle de développement progressiste, *Géographie, économie et société*, 19: 75-107. DOI: 10.3166/ges.19.2017.0004.

Statistique Canada. (2015). ENM: Qualité des données, En ligne: [https://www12.statcan.gc.ca/NHS-ENM/2011/ref/about-appropos/nhs-enm_r005-fra.cfm] (Consulté en décembre 2019).

Tremblay, D.-G., Klein, J.-L. & Fontan, J.-M. (2009). « Initiatives locales et développement socioterritorial ». *Presses Université du Québec à Montréal*, Montréal, 353 pp.

Tura, T., & Harmaakorpi, V. (2005). Social Capital in Building Regional Innovative Capability, *Regional Studies*, 39(8): 1111-1125.

Weber, A. (1909), *Theory of the Location of Industries*, Chicago, IL, University of Chicago Press.

Zipf, G.K. (1941). *National Unity and Disunity as a Bio-social Organism*, Principia Press, Bloomington.